

CTM du 29 octobre 2019

Point n°2

**Projet de décret portant création de l'Agence nationale de la cohésion des territoires**

Projet de décret	Amendements	Position du CTM
<b>TITRE I<sup>er</sup> : DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>		
<p style="text-align: center;"><b>Article 1</b></p> <p>Le titre III du livre II de la première partie du code général des collectivités territoriales est ainsi rétabli :</p> <p><b>« Titre III : AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES</b></p> <p><b>« Chapitre Ier : Statut et missions</b></p> <p>« Article R. 1231-1. - L'Agence nationale de la cohésion des territoires est placée sous la tutelle du ministre chargé de l'aménagement du territoire, du ministre chargé des Collectivités territoriales et du ministre chargé de la politique de la ville.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Amendement CGT n° 1</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Texte de l'amendement</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 1<sup>er</sup> Article R.1231-1</b></p> <p><b>Ajouter</b> «... <i>et du ministre chargé du développement durable</i> ».</p> <p style="text-align: center;"><b>Exposé des motifs</b></p> <p>Il est demandé que le ministre chargé du développement durable soit également cotutelle de l'ANCT. En effet les programmes territorialisés au service des collectivités territoriales, les projets de territoires des collectivités, les partenaires de l'ANCT, services de l'Etat comme opérateurs, intègrent ou doivent tous intégrer une déclinaison du développement durable : Transition écologique et énergétique, Objectifs de développement durable - ODD, SRADDET, PCAET, PLUi, SCOT... Il serait donc conséquent que le ministre chargé du développement durable soit cotutelle de l'ANCT, comme le sont dans le projet les ministres chargés de l'aménagement du territoire, des collectivités territoriales et de la politique de la ville.</p>	

	<p style="text-align: center;"><b>Amendement FO n° 1</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Texte de l'amendement</b></p> <p style="text-align: center;">« Chapitre Ier : Statut et missions</p> <p>« <b>Article R. 1231-1.</b> - L'Agence nationale de la cohésion des territoires est placée sous la tutelle du ministre chargé de l'aménagement du territoire, du ministre chargé des Collectivités territoriales, <u>du ministre en charge du Développement Durable, du ministre en charge de l'Ingénierie</u> et du ministre chargé de la politique de la ville. »</p> <p style="text-align: center;"><b>Exposé des motifs</b></p> <p>En cohérence avec la vocation donnée par la loi à l'ANCT, FO demande que les ministères en charge de l'ingénierie et du développement durable soient intégrés dans la liste des ministères assurant la co-tutelle.</p>	
<p>« <b>Article R. 1231-2.</b> - L'agence nationale de la cohésion des territoires peut intervenir par voie de convention sur le territoire des collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle- Calédonie.</p>		
<p>« <b>Article D. 1231-3.</b> - L'Agence nationale de la cohésion des territoires apporte son concours au préfet de région et au préfet de département, dans la mise en œuvre des actions mentionnées au V de l'article 36 et au second alinéa de l'article 41 du décret n°2004-374, en matière d'impact territorial des projets de transformation des services publics.</p> <p>« Au titre de la programmation des Fonds européens structurels et d'investissement, l'agence apporte son concours au ministre en charge de l'aménagement du territoire, autorité de coordination interfonds et autorité de coordination FEDER. Elle s'appuie pour ce faire sur les Programmes nationaux d'assistance technique interfonds, Europ'act, et Urb'act dont elle est autorité de gestion.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Amendement FSU n° 1</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Texte de l'amendement</b></p> <p><b>A l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>ème</sup> paragraphe,</b> ajouter, après « du territoire », « du ministre chargé de l'environnement »</p> <p style="text-align: center;"><b>Exposé des motifs</b></p> <p>Comme exposé plus loin dans l'article, dans l'écriture de l'article R.1231-4 du code général des collectivités territoriales, il est prévu que l'ANCT met en œuvre des travaux de réflexions prospectives et stratégiques, notamment en matière de transition écologique ; par ailleurs, selon son décret d'attribution, le ministre de la transition écologique et solidaire est compétent en matière d'ingénierie. La prise en compte de ces enjeux doit être</p>	

	assurée dans les orientations même de l'agence, au niveau de la tutelle.	
<p>« <b>Article R. 1231-4.</b> - Dans le cadre des orientations définies par les autorités de tutelle, l'Agence nationale de la cohésion des territoires met en œuvre :</p> <p>« - des travaux d'observation de la politique de la ville et de la politique d'aménagement du territoire.</p> <p>« - des travaux de réflexions prospectives et stratégiques en direction des territoires, notamment en matière de transition numérique, écologique, démographique, de mutations économiques et de coopération transfrontalière.</p> <p>« Elle contribue à la mise en place de dispositifs d'innovation et d'expérimentation de politiques publiques avec les territoires. ».</p>		
<p>« <b>Chapitre II : Organisation et fonctionnement</b></p> <p>« <b>Section 1 : Organisation</b></p> <p>« <b>Sous-section 1 : Conseil d'administration</b></p> <p>« <b>Art. R. 1232-1.</b> - Le conseil d'administration comprend trente-trois membres avec voix délibérative ainsi répartis :</p> <p>« Seize représentants de l'Etat :</p> <p>« - deux représentants du ministre chargé de l'aménagement du territoire ;</p> <p>« - deux représentants du ministre chargé des collectivités territoriales ;</p> <p>« - un représentant du ministre chargé de la politique de la ville ;</p> <p>« - un représentant du ministre chargé de l'économie et des communications électroniques ;</p> <p>« - un représentant du ministre de l'intérieur ;</p> <p>« - un représentant du ministre chargé du développement durable ;</p> <p>« - un représentant du ministre chargé de l'éducation nationale ;</p> <p>« - un représentant du ministre chargé de la santé ;</p> <p>« - un représentant du ministre chargé du logement et de l'urbanisme ;</p> <p>« - un représentant du ministre chargé du budget ;</p> <p>« - un représentant du ministre chargé des outre-mer ;</p> <p>« - un représentant du ministre chargé des transports ;</p> <p>« - un représentant du ministre chargé de la recherche ;</p>	<p style="text-align: center;"><b>Amendement FO n° 3</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Texte de l'amendement</b></p> <p>« Siègent au conseil d'administration avec voix consultative : - <u>5 représentants désignés par les organisations siégeant au CTM du MTES/MCTRCT</u> »</p> <p style="text-align: center;"><b>Exposé des motifs</b></p> <p>FO pointe la place indigente laissée à la représentation du personnel au sein du Conseil d'Administration (2 sièges sur 33), demande l'augmentation du nombre de représentants du personnel pour intégrer une représentation issue du CTM (le cas échéant en position consultative).</p> <p style="text-align: center;"><b>Amendement FSU n° 2</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Texte de l'amendement</b></p> <p>A l'article 1, dans le 15<sup>ème</sup> paragraphe, avant « du développement durable », ajouter « de l'environnement et »</p> <p style="text-align: center;"><b>Exposé des motifs</b></p>	

<p>« - un représentant du ministre chargé de la culture.</p> <p>« Quatre représentants du Parlement :</p> <p>« - deux députés ;</p> <p>« - deux sénateurs.</p> <p>« Dix représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements [dont au moins un élu représentant une collectivité ultra-marine] :</p> <p>« - un représentant nommé après consultation de l'Association des maires de France ;</p> <p>« - un représentant nommé après consultation de l'Assemblée des communautés de France ;</p> <p>« - un représentant nommé après consultation de l'Assemblée des départements de France ;</p> <p>« - un représentant nommé après consultation de l'Association Régions de France ;</p> <p>« - un représentant nommé après consultation de l'Association Villes de France ;</p> <p>« - un représentant nommé après consultation de l'association des maires ruraux de France ;</p> <p>« - un représentant nommé après consultation de l'association Villes et banlieues ;</p> <p>« - un représentant nommé après consultation de l'association France Urbaine ;</p> <p>« - un représentant nommé après consultation de l'association des petites villes de France ;</p> <p>« - un représentant nommé après consultation de l'association nationale des élus de la montagne ;</p> <p>« Un représentant de la Caisse des dépôts et consignations ;</p> <p>« Deux représentants du personnel, élus selon des modalités fixées par arrêté du ministre en charge de l'aménagement du territoire ;</p> <p>« Un suppléant est désigné pour chacun de ces membres selon les mêmes modalités que les membres titulaires.</p> <p>« Siègent au conseil d'administration avec voix consultative :</p> <p>« - un représentant de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;</p>	<p>Il s'agit d'être cohérent avec l'amendement n°1. Par ailleurs, cet amendement avait été retenu par l'administration lors du CTM du 14/10/2019.</p> <p style="text-align: center;"><b>Amendement FSU n° 3</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Texte de l'amendement</b></p> <p>Fin de la page 5, A l'article 1, après le dernier paragraphe commençant par « un suppléant... », après les mots « membres titulaires », ajouter la phrase : « Ce conseil est composé de 16 à 17 membres féminins, et 16 à 17 membres masculins »</p>	
---	---	--

<p>« - un représentant de l'Agence nationale de l'habitat ;</p> <p>« - un représentant de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ;</p> <p>« - un représentant du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement ;</p> <p>« - le directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires ;</p> <p>« - un membre d'un conseil citoyen prévu à l'article 7 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, et un membre du conseil économique, social et environnemental, nommés par arrêté du ministre en charge de l'aménagement du territoire ;</p> <p>« - le contrôleur budgétaire et l'agent comptable de l'établissement ;</p> <p>« - le directeur général des collectivités locales, commissaire du gouvernement, ou son représentant. »</p>	<p style="text-align: center;"><b>Exposé des motifs</b></p> <p>Il s'agit de la transcription réglementaire de la loi créant l'ANCT, appliquée au nombre de membres de 33, afin de lever toute ambiguïté quant à la représentation des personnels. Il est regrettable néanmoins que les dispositions restrictives de la loi ne permettent pas une surreprésentation féminine, afin de compenser dans les faits la sous-représentation des femmes dans les instances décisionnelles, ce que la loi Sauvadet permettait.</p>	
<p>« <b>Art. R. 1232-2.</b> - A l'exception des représentants du Parlement et des représentants du personnel, les membres du conseil d'administration sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'aménagement du territoire, et en ce qui concerne les représentants de l'Etat sur proposition du ministre qu'ils représentent.</p> <p>« La durée du mandat, renouvelable une fois, est de trois ans.</p> <p>« En cas de vacance survenant, pour quelle cause que ce soit, plus de six mois avant l'expiration du mandat d'un membre du conseil d'administration, il est pourvu à la vacance pour la durée restant à courir.</p> <p>« La perte de la qualité au titre de laquelle un membre a été nommé entraîne sa démission de plein droit du conseil d'administration.</p> <p>« Sont également considérés comme démissionnaires les membres du conseil d'administration qui, n'assistent pas ou ne sont pas représentés à trois séances consécutives du conseil d'administration.</p>		

<p>« Le mandat de membre du conseil d'administration avec voix délibérative et voix consultative s'exerce à titre gratuit sous réserve du remboursement des frais de déplacement et de séjour dans les conditions prévues par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Amendement FSU n° 4</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Texte de l'amendement</b></p> <p>A l'article 1, après l'avant dernier paragraphe de la page 6 commençant par « le mandat de membre de conseil d'administration ... », après les mots « personnels civils de l'Etat », ajouter le paragraphe suivant : « Afin de prévenir les conflits d'intérêt, l'exercice de la fonction de membre du conseil d'administration de l'agence nationale de cohésion des territoires est soumis à des règles de déontologie définies par le règlement intérieur, qui fixe notamment les modalités de fourniture par les membres de son conseil d'administration d'une déclaration publique d'intérêts. »</p> <p style="text-align: center;"><b>Exposé des motifs</b></p> <p>La déontologie est un des chapitres importants de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019. La loi de création de l'ANCT prévoit que le règlement intérieur définit ces règles. Il est d'intérêt public que le décret en cadre le contenu, à l'instar de ce qui existe déjà dans plusieurs établissements publics.</p>	
<p>« <b>Art. R. 1232-3.</b> - Le conseil d'administration élit son président parmi les membres représentant les collectivités territoriales, à la majorité des membres avec voix délibérative.</p> <p>« En cas de vacance du poste de président du conseil d'administration, la présidence est assurée à titre intérimaire, jusqu'à la désignation d'un nouveau président, par un membre dudit conseil désigné par les autorités de tutelle.</p> <p>« La fonction de président du conseil d'administration ne peut être exercée pour plus de deux mandats consécutifs de trois ans chacun.</p>		
<p>« <b>Art. R. 1232-4.</b> - Le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires de l'établissement.</p>		

<p>« A ce titre, il:</p> <p>« 1° Adopte le budget, autorise les emprunts, arrête le compte financier et affecte le résultat ;</p> <p>« 2° Fixe les orientations générales de l'établissement et des programmes d'appui territorialisés ;</p> <p>« 3° Décide de la prise, de l'extension ou de la cession de participations financières ;</p> <p>« 4° Adopte son règlement intérieur qui définit ses conditions d'organisation et de fonctionnement et précise les modalités de prévention des conflits d'intérêt ;</p> <p>« 5° Délibère sur les conditions générales d'organisation et de fonctionnement de l'Agence ainsi que sa politique sociale ;</p> <p>« 6° Approuve les conventions passées avec l'Etat, les établissements publics mentionnés à l'article L.1233-3 du code général des collectivités territoriales ;</p> <p>« 7° Examine, à la fin de chaque année civile, un bilan de la mise en œuvre des conventions mentionnées à l'article L.1233-3 du code général des collectivités territoriales ;</p> <p>« 8° Délibère sur le rapport annuel d'activité.</p> <p>« A l'exception des dispositions mentionnées au 1°, 2°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8° et 9° le conseil d'administration peut déléguer ses compétences au directeur général de l'Agence, dans les conditions qu'il détermine. En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, le conseil d'administration peut déléguer les mêmes pouvoirs à toute personne désignée par lui.</p>		
<p>« <b>Art. R. 1232-5.</b> - Le conseil d'administration se réunit au moins trois fois par an sur convocation de son président, ou du directeur général en cas d'absence ou d'empêchement du président. Le commissaire du gouvernement peut demander sa réunion extraordinaire sur un ordre du jour déterminé.</p>		

« L'ordre du jour est établi par le président du conseil d'administration sur proposition du directeur général. Le commissaire du gouvernement peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute question.

« Cet ordre du jour et les délibérations afférentes sont portés à la connaissance des membres du conseil au moins dix jours ouvrés avant la séance, sauf en cas d'urgence ou le délai peut être réduit à cinq jours.

« Le conseil d'administration ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est convoqué avec le même ordre du jour dans un délai maximal de quinze jours. Il délibère alors sans condition de quorum.

« Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés des membres présents. Dans l'hypothèse où une délibération ne recueillerait pas la majorité des voix des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements, le président du conseil d'administration inscrit à l'ordre du jour du prochain conseil d'administration une nouvelle délibération portant sur le même objet. Celle-ci est alors approuvée à la majorité des membres présents, sans distinction de collègue.

« Les membres du conseil d'administration et les personnes appelées à y siéger à titre consultatif sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel selon la loi, ou données comme telles par le président du conseil d'administration.

« Les délibérations du conseil d'administration sont exécutoires de plein droit dès leur transmission au commissaire du gouvernement.

« Ce dernier peut se faire communiquer tout document et procéder ou faire procéder sur pièces ou sur place à toute vérification qu'il juge utile.

« Les délibérations concernant les prises, les extensions et cessions de participations financières sont exécutoires de plein droit quinze jours après leur réception par le commissaire du gouvernement, à moins qu'il n'y fasse opposition.

### **Amendement FSU n° 5**

#### **Texte de l'amendement**

*A l'article 1, après le <sup>2eme</sup> paragraphe de la page 8 commençant par « les délibérations sont prises ... », après les mots « sans distinction de collègue. », ajouter le paragraphe suivant : « Les membres du conseil d'administration ne peuvent participer à une délibération portant sur une affaire à laquelle ils sont intéressés, soit en leur nom personnel, soit comme mandataire.*

#### **Exposé des motifs**

Il s'agit là d'une règle basique de déontologie, pour un organisme dont une fonction essentielle est le financement et le portage de projets.

<p>« Les délibérations portant sur le budget et le compte financier sont exécutoires dans les conditions prévues par le titre III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.</p> <p>« Un procès-verbal est établi après chaque séance et doit être signé par le président et le secrétaire de séance.</p>		
<p>« <b>Sous-section 2 : Directeur général</b></p> <p>« <b>Art.R. 1232-6.</b> - Le directeur général :</p> <p>« - fixe l'organisation de l'établissement et assure le fonctionnement de l'ensemble des services ainsi que la gestion du personnel ;</p> <p>« - a autorité sur l'ensemble des personnels, définit leurs attributions et nomme à toutes les fonctions pour lesquelles aucune autre autorité n'a reçu pouvoir de nomination ;</p> <p>« - propose l'ordre du jour et prépare les délibérations du conseil d'administration et en assure l'exécution ;</p> <p>« - décide des investissements nécessaires à l'exercice des missions prévues au IV de l'article L. 1231-2 ;</p> <p>« - signe les contrats, conventions et marchés, actes d'aliénation, d'acquisition ou de location ; il est à ce titre pouvoir adjudicateur ;</p> <p>« - conclut et signe les transactions ;</p> <p>« - décide d'agir en justice et représente l'établissement devant les juridictions ;</p> <p>« - prépare et exécute le budget de l'établissement ;</p> <p>« - est ordonnateur principal des dépenses et des recettes. Il peut</p>		

<p>désigner des ordonnateurs secondaires ;</p> <p>« - met en œuvre la politique d'achat de l'établissement ;</p> <p>« - met en œuvre la politique sociale de l'établissement, garantit le respect des règles en matière d'hygiène et de conditions de travail, ainsi que d'égalité professionnelle ;</p> <p>« - peut déléguer sa signature à des membres du personnel de l'établissement désignés pour exercer des fonctions de responsabilités administrative dans l'établissement ;</p> <p>«- rend compte de sa gestion au conseil d'administration ;</p> <p>« - est responsable de l'exécution de la convention mentionnée au III de l'article 2 de la loi n°2019-753 du 22 juillet portant création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires ;</p> <p>« - transmet à la fin de chaque année civile le bilan de la mise en œuvre des conventions mentionnées à l'article L. 1233-3 aux ministres chargés de la tutelle après son examen par le conseil d'administration.</p>		
<p>« <b>Section 2 : Fonctionnement :</b></p> <p>« <b>Art. R. 1232-7.</b> - Le préfet de département peut nommer délégué territorial adjoint le directeur départemental des territoires ainsi que d'autres personnels de l'Etat en service dans ce département.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Amendement FO n° 4</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Texte de l'amendement</b></p> <p>« Section 2 : Fonctionnement ® :</p> <p>« <b>Article R. 1232-7.</b> - En application de l'application de l'article L. 1232-2, le préfet peut désigner un délégué territorial adjoint <u>qui, au regard des champs d'intervention de l'Agence, a vocation à être le Directeur Départemental des Territoires</u>, <del>parmi les personnels de l'Etat en service dans le département.</del></p> <p style="text-align: center;"><b>Exposé des motifs</b></p> <p>Si, en prolongement de ses interventions auprès des ministres et du SGG, FO prend acte de l'évolution positive de la rédaction du projet de décret en ce qui concerne la place des DDT(M)</p>	

	<p>dans la gouvernance locale de l'ANCT, la formulation retenue n'est pas suffisamment affirmative sur le fait que les DDT(M) ont par nature vocation à être déléguées adjointes du préfet.</p> <p style="text-align: center;"><b>Amendement FSU n° 6</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Texte de l'amendement</b></p> <p>A l'article 1, section 2 : fonctionnement - dans le premier paragraphe, <b>remplacer</b> :</p> <p>« <i>Le préfet de département peut nommer</i> »</p> <p><i>par</i></p> <p>« <i>Le préfet de département nomme de préférence</i> » et <b>remplacer, plus loin, « ainsi que » par « à défaut, ou lorsque les circonstances particulières dans le département le justifient »</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Exposé des motifs</b></p> <p>Il s'agit de permettre l'organisation des services départementaux de l'État pour assumer la mission d'animation aux côtés du préfet, et de prévoir les moyens humains en conséquence.</p> <p>Par ailleurs, il s'agit de tenir compte de la compétence en ingénierie, portée par les DDT(M).</p> <p>Enfin, la rédaction « peut nommer » n'a d'autre effet que de préciser que ce n'est pas une obligation, et constitue donc une incitation à ne pas le faire.</p>	
<p>« <b>Art. D. 1232-8.</b> - I. - Les comités mentionnés à l'article L. 1232-2 se réunissent autant que de besoin et au moins deux fois par an dans chaque département. Le délégué territorial de l'agence nationale de cohésion des territoires en assure le secrétariat. Le comité peut procéder à toute audition qu'il estime nécessaire au bon accomplissement de ses missions.</p>		

<p>« II. - Leur composition est définie par arrêté du préfet de département. Ils réunissent des représentants de l'Etat et de ses établissements publics dont les représentants des établissements membres du comité national de coordination, des représentants des collectivités territoriales et des représentants des institutions, structures ou opérateurs, rattachés ou non à une collectivité territoriale intervenant dans le champ de l'ingénierie au profit des collectivités territoriales et de leurs groupements.</p>		
<p>« <b>Art. D. 1232-9.</b> - Le délégué territorial de l'Agence dans le département chef-lieu de région transmet chaque année le bilan d'activité de l'accompagnement des collectivités territoriales pour mener à bien leurs projets de territoire au directeur général de l'Agence.</p> <p>« Il anime un comité régional des financeurs associant les représentants locaux des opérateurs membres du comité national de coordination. Ce comité régional a pour objet de mobiliser les crédits nécessaires pour accompagner les collectivités territoriales à réaliser leurs projets de territoire.</p> <p>« Lorsqu'un projet de territoire concerne plus d'un département, le préfet de région désigne un délégué territorial chargé de la coordination du projet. »</p>		
<p>« <b>Chapitre III : Ressources et moyens</b></p> <p>« <b>Section 1 : Dispositions financières et comptables:</b></p> <p>« <b>Art. R. 1233-1.</b> - L'Agence nationale de la cohésion des territoires est soumise aux dispositions des titres Ier et III du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.</p> <p>« L'agent comptable est nommé par arrêté du ministre chargé du budget.</p> <p>« <b>Art. R. 1233-2.</b> - Pour l'accomplissement de ses missions,</p>		

<p>l'Agence nationale de la cohésion des territoires dispose des ressources suivantes :</p> <p>« 1° Les contributions et subventions de l'État et d'autres personnes publiques ;</p> <p>« 2° Les financements consentis par des personnes privées ;</p> <p>« 3° Le produit des emprunts qu'elle est autorisée à contracter ;</p> <p>« 4° Le produit des aliénations ;</p> <p>« 5° Les dons et legs ;</p> <p>« 6° Les revenus des biens et droits mobiliers et immobiliers ;</p> <p>« 7° D'une manière générale, toutes les recettes autorisées par les lois et règlements.</p> <p>« Au titre de l'article L. 1233-1, les ressources tirées des dividendes et résultats des sociétés au capital desquelles l'Agence est associée sont autorisées.</p>		
<p>« <b>Art. R. 1233-3.</b> - Des régies de recettes et des régies d'avances peuvent être créées dans les conditions fixées par le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics.</p>		
<p><b>« Section 2 : Conventions pluriannuelles d'intervention et de participation financière</b></p> <p>« <b>Art.R. 1233-4.</b> - Les conventions mentionnées à l'article L. 1233-3 prévoient :</p> <p>« - les modalités selon lesquelles le délégué territorial de l'Agence dans le département est le référent unique des collectivités pour les projets soutenus par l'Agence nationale de la cohésion des territoires ;</p> <p>« - l'articulation entre les objectifs de l'Agence et les projets d'établissements ou projets stratégiques des opérateurs mentionnés à l'article L. 1233-3 du code général des collectivités territoriales ;</p>	<p style="text-align: center;"><b>Amendement CGT n°2</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Texte de l'amendement</b></p> <p><b>Article R.1233-4</b> Ajouter à la fin de cet article un nouvel alinéa :</p> <p><i>« Avant leur adoption par les conseils d'administration concernés, les conventions mentionnées au présent article sont soumises à la consultation des instances représentatives des établissements et opérateurs en cause selon les procédures afférentes à leur statut ».</i></p>	

<p>« - la mobilisation de leurs moyens humains et financiers pour la mise en œuvre des actions de l'Agence ;</p> <p>« - les modalités de communication sur les projets soutenus par l'Agence et leur articulation avec celle des opérateurs.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Exposé des motifs</b></p> <p>La disposition relative aux conventions mentionnées à l'article L. 1233-3 dispose en particulier qu'elles prévoient « la mobilisation de leurs moyens et financiers », ainsi que « l'articulation entre les objectifs de l'Agence et les projets d'établissements ou projets stratégiques des opérateurs... ». En raison de l'impact de ces dispositions, il est nécessaire de préciser que le dialogue social avec les représentants des personnels à ce sujet comporte la consultation des instances représentatives concernées.</p> <p style="text-align: center;"><b>Amendement FSU n° 7</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Texte de l'amendement</b></p> <p>A l'article 1, page 11, dernier paragraphe <i>avant la section 3 qui commence par « les modalités de communication... »</i> après « leur articulation avec celle des opérateurs », <i>ajouter le paragraphe suivant :</i></p> <p><i>« Ces conventions sont soumises à l'avis des comités techniques et comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail, ou des comités d'entreprise ou comité sociaux et économiques d'entreprise des établissements concernés, avant de soumettre ces conventions à l'avis des conseils d'administration des établissements concernés ».</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Exposé des motifs</b></p> <p>Il s'agit de garantir un minimum de respect du dialogue social dans les établissements, dont les moyens humains sont mobilisés et qui seront donc impactés en termes d'organisation.</p>	
<p>« <b>Section 3 : Comité national de coordination</b></p> <p>« <b>Art. D. 1233-5.</b> - Le comité national de coordination de l'Agence</p>		

<p>nationale de la cohésion des territoires mentionné à l'article L. 1233-4 comprend, outre le directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires ou son représentant :</p> <p>« - le directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ou son représentant ;</p> <p>« - le directeur général de l'Agence nationale de l'habitat ou son représentant ;</p> <p>« - le président directeur général de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ou son représentant ;</p> <p>« - le directeur général du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement ou son représentant ;</p> <p>« - le directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations ou son représentant.</p> <p>« Le comité national de coordination de l'Agence nationale de la cohésion des territoires se réunit au moins une fois par mois pour assurer le suivi de l'exécution des conventions mentionnées à l'article L. 1233-3 du code général des collectivités territoriales. »</p>		
--	--	--

## Titre II : DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL

<p style="text-align: center;"><b>Article 2</b></p> <p>I. - Sont transférés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à l'Agence nationale de la cohésion des territoires, les agents mentionnés au III de l'article 14 de la loi du 22 juillet 2019 (susvisé), parmi lesquels :</p> <p>« 1° Les agents contractuels de droit public ;</p> <p>« 2° Les fonctionnaires.</p> <p>Les fonctionnaires précédemment détachés au sein des établissements et services mentionnés au III de l'article 14 de la loi du 22 juillet 2019 sont détachés de plein droit jusqu'au terme prévu de leur détachement.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Amendement FSU n° 8</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Texte de l'amendement</b></p> <p>Après l'article 2, introduire un article 2bis :</p> <p style="color: red;"><i>« Les emplois vacants de l'agence nationale de la cohésion des territoires sont pourvus en priorité par des agents publics. »</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Exposé des motifs</b></p> <p>L'article 8 de la loi 2019-753 indique que « le personnel de l'ANCT comprend des agents publics ainsi que des salariés régis par le code du travail. » sans autre précision.</p>	
--	--	--

<p>II. - Sont transférés à compter du 1er janvier 2020 à l'Agence nationale de la cohésion des territoires, les salariés mentionnés au I de l'article 14 de la loi du 22 juillet 2019 susvisée dans les conditions prévues à l'article L.1224-1 du code du travail.</p> <p>Les salariés de droit privé bénéficient, en cas de refus du transfert, des dispositions du même code relatives au licenciement pour motif personnel, cause réelle et sérieuse au sens de l'article L.1232-1.</p> <p>Les fonctionnaires précédemment détachés au sein de l'établissement mentionné au I de l'article 14 de la loi du 22 juillet 2019 sont détachés de plein droit jusqu'au terme prévu de leur détachement.</p> <p>III. - Les agents contractuels de droit public mentionnés au I ci-dessus, et transférés à l'Agence nationale de cohésion des territoires conservent pour ce qui les concerne, à titre personnel et transitoire, le bénéfice des dispositions du décret du 28 août 1963 susvisé, du décret du 15 décembre 2000 susvisé et des décrets du 17 octobre 2012 susvisés.</p>	<p>A la création de l'Agence, seuls les personnels de l'EPARECA. Par ailleurs l'ANCT est clairement ancrée dans le secteur public (article 1 de la loi), tout comme ses missions.</p> <p>Il y a donc lieu de préciser que les emplois de l'ANCT sont très majoritairement des emplois publics. La rédaction proposée va dans le sens de l'affirmation portée par l'administration lors du comité technique ministériel du 14/10/2019.</p>	
<p style="text-align: center;"><b>Article 3</b></p> <p>I. - Conformément aux dispositions du troisième alinéa de l'article 11 du décret n° 2011-184 du 15 février 2011 susvisé, le comité technique du Commissariat général à l'égalité des territoires créé par l'arrêté du 18 mai 2018, portant création de comités techniques au sein des services du ministère de la transition écologique et solidaire et du ministère de la cohésion des territoires, demeure compétent jusqu'au renouvellement général des élections professionnelles.</p> <p>Conformément au 1° de l'article 94 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique, le comité technique du Commissariat général à l'égalité des territoires est seul compétent pour examiner l'ensemble des questions afférentes aux projets de réorganisation de service, au titre des personnels de droit public.</p> <p>Les dispositions prévues par le décret du 15 février 2011 susvisé sont applicables au comité technique de l'établissement, sous réserve des dispositions du présent décret.</p>		

<p>II. - Le comité social et économique de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux, créé conformément aux dispositions du titre 1er du livre III de la deuxième partie du code du travail, demeure compétent pour les salariés régis par le même code, personnels de droit privé, jusqu'à la fin du mandat, qui peut être prorogé jusqu'au renouvellement général des élections professionnelles.</p> <p>Durant cette période, ce comité social et économique est seul compétent pour examiner l'ensemble des questions afférentes aux projets de réorganisation de service, au titre des personnels de droit privé.</p> <p>III. - Durant la même période, les membres respectifs des instances prévues au I et au II poursuivent leur mandat.</p> <p>Les instances prévues au I et au II pourront, le cas échéant siéger en formation conjointe, dans le respect de leurs attributions respectives, pour connaître des sujets communs à l'ensemble du personnel, jusqu'au renouvellement général suivant.</p> <p>IV. - Jusqu'au renouvellement général suivant, les instances prévues au I et au II pourront, le cas échéant siéger en formation conjointe, dans le respect de leurs attributions respectives, pour connaître des sujets communs à l'ensemble du personnel, notamment pour l'examen des questions afférentes aux projets de réorganisation de service.</p> <p>Lorsque ces comités sont réunis conjointement, les conditions de vote s'apprécient sur la formation conjointe et non sur chaque comité la composant, et l'avis de la formation conjointe se substitue aux avis de chacune de ces instances.</p>		
<p style="text-align: center;"><b>Article 4</b></p> <p>I. L'élection des représentants du personnel au conseil d'administration intervient au plus tard au 31 décembre 2022. La représentation des personnels au sein du conseil d'administration est déterminée, à titre transitoire, proportionnellement aux voix obtenues par chaque organisation syndicale à la plus forte moyenne</p>		

<p>lors des dernières élections organisées au comité technique du commissariat général à l'égalité des territoires et au comité économique et social de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux.</p> <p>Lorsque, pour la désignation d'un représentant titulaire, des organisations syndicales obtiennent la même moyenne, le représentant est attribué à l'organisation syndicale qui a recueilli le plus grand nombre de voix.</p> <p>Si les organisations syndicales concernées ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué par voie de tirage au sort.</p> <p>II. Une décision du directeur général de l'Agence nationale de cohésion des territoires fixe la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants du personnel au sein du conseil d'administration.</p> <p>III. Les représentants du personnel sont librement désignés par les organisations syndicales parmi les agents et les salariés en fonction dans les services constituant l'Agence nationale de cohésion des territoires.</p>		
<p style="text-align: center;"><b>Article 5</b></p> <p>La commission consultative paritaire instituée auprès du directeur des ressources humaines du ministère en charge de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, pour les agents contractuels du commissariat général à l'égalité des territoires, créée par arrêté du 18 mai 2018 instituant les commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard de certains agents contractuels, des ministères de la transition écologique et solidaire et de la cohésion des territoires, demeure compétente pour l'ensemble des agents contractuels de l'État exerçant leurs fonctions au sein de l'établissement public, jusqu'au renouvellement général des élections professionnelles.</p> <p>Durant la même période, les membres de la commission poursuivent leur mandat.</p>		

<b>TITRE III : DISPOSITIONS FINALES</b>		
<b>Article 6</b>		
L'Agence nationale de la cohésion des territoires est créée au lendemain de la date de publication du présent décret.		
<b>Article 7</b>	<b>Amendement FO n° 2</b>	
<p>Les missions exercées par le Commissariat général à l'égalité des territoires, l'Etablissement public d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux, et le service à compétence nationale « Agence du numérique » sont transférées à l'Agence nationale de la cohésion des territoires au 1<sup>er</sup> janvier 2020, à l'exception des missions d'administration centrale exercées par le commissariat général à l'égalité des territoires, transférées à la direction générale des collectivités locales.</p> <p>L'ensemble des droits, biens et obligations du commissariat général à l'égalité des territoires, de l'Etablissement public d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux, et de l'Agence du Numérique sont transférés à l'Agence nationale de la cohésion des territoires au 1<sup>er</sup> janvier 2020, à l'exception de ceux correspondant aux missions d'administration centrale exercées par le commissariat général à l'égalité des territoires.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Texte de l'amendement</b></p> <p>« Les missions exercées par le Commissariat général à l'égalité des territoires, l'Etablissement public d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux, et le service à compétence nationale « Agence du numérique » sont transférées à l'Agence nationale de la cohésion des territoires au 1er janvier 2020, à l'exception des missions d'administration centrale exercées par le Commissariat Général à l'Egalité des territoires, transférées à la Direction Générale des Collectivités locales <u>de l'Aménagement, du Logement et de la Nature.</u> »</p> <p style="text-align: center;"><b>Exposé des motifs</b></p> <p>Sur ce même sujet, FO pointe par ailleurs qu'aucune étude comparative n'a été livrée au débat pour déterminer quel rattachement était le plus pertinent pour la partie du CGET non intégrée à l'ANCT. FO reste convaincue qu'un rattachement à l'administration centrale du MTES/MCTRCT de par les missions et la vocation de l'agence est à promouvoir.</p>	
<b>Article 8</b>		
Le conseil d'administration adopte le budget de l'établissement pour l'exercice 2020, avant le 15 décembre 2019. A défaut, le budget est arrêté et approuvé par le ministre chargé de l'aménagement du territoire et le ministre chargé du budget.		

<p style="text-align: center;"><b>Article 9</b></p> <p>Le 1<sup>er</sup> janvier 2020, l’Etablissement public d’aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux et l’Agence du numérique sont dissous. Le décret n° 2014-394 du 31 mars 2014 portant création du Commissariat général à l’égalité des territoires, le décret n° 2015-113 du 3 février 2015 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Agence du numérique » et les articles R. 325-1 à R. 325-9 du code de l’urbanisme sont abrogés. Le compte financier de l’Etablissement public d’aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux relatif à l'exercice de l'année 2019 est établi par l’agent comptable en fonction au 31 décembre 2019.</p> <p>Il est arrêté par le conseil d'administration de l’Agence nationale de cohésion des territoires. Il est approuvé par les ministres chargés du budget, du commerce et de l’artisanat, de l’urbanisme et de la ville. Le détail du transfert des immobilisations de l’État fera l’objet d’un arrêté conjoint du ministre en charge de l’aménagement du territoire et du ministre en charge du budget.</p>		
<p style="text-align: center;"><b>Article 10</b></p> <p>La première réunion du conseil d’administration est convoquée et présidée par le commissaire du Gouvernement qui en fixe l'ordre du jour. Celui-ci comprend l’élection du président.</p>		
<p style="text-align: center;"><b>Article 11</b></p> <p>Le 1<sup>er</sup> janvier 2020, les modifications ci-après s’appliquent :</p> <p>1° A l’article D. 148-2 du code de l’action sociale et des familles, les mots : « le commissaire général à l’égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « le directeur général des collectivités locales » ;</p> <p>2° A l’article D. 133-39 du code de l’environnement, les mots : « le commissaire général à l’égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « le directeur général de l’Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p>		

<p>3° A l'article R. 219-1-3 du code de l'environnement, les mots : « la Commissariat général à l'égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>4° A l'article R. 142-5 du code du patrimoine, les mots : « Le commissaire général à l'égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « un représentant du ministère en charge de l'aménagement du territoire » ;</p> <p>5 °A l'article D. 222-1 du code forestier, les mots : « Le directeur du développement des territoires au Commissariat général à l'égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « un représentant du ministère chargé de l'aménagement du territoire, ou son représentant » ;</p> <p>6 ° A l'article R. 1512-13 du code des transports, les mots : « Le délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale ou son représentant ; » sont remplacés par les mots : « Le Directeur général des collectivités locales ou son représentant » ;</p> <p>7 ° A l'article 8 du décret n° 2007-809 du 11 mai 2007 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour l'industrie et les services susvisé, les mots : « la Commissariat général à l'égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>8° Le décret n° 2007-1048 du 26 juin 2007 pris pour l'application de l'article 5 de la loi n° 2009-297 du 5 mars 2007 au fonds interministériel pour la prévention de la délinquance susvisé est ainsi modifié :</p> <p>a) A l'article 2, les mots : « l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>b) A l'article 4, les mots : « l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>c) A l'article 5, les mots : « l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>9°A l'article D. 313-17 du code rural et de la pêche maritime, les mots : « Le commissaire général à l'égalité des territoires ou son représentant » sont remplacés par les mots : « un représentant du ministère en charge de l'aménagement du territoire » ;</p> <p>10° Le décret n° 2011-887 du 26 juillet 2011 portant renouvellement de l'Observatoire des territoires susvisé est ainsi modifié :</p> <p>a) A l'article 3, les mots : « Le commissaire général à l'égalité des</p>		
---	--	--

<p>territoires, ou son représentant ; Le commissaire général délégué à l'égalité des territoires, ou son représentant » sont remplacés par les mots : « Deux représentants de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, dont le directeur général ou son représentant » ;</p> <p>b) A l'article 6, les mots : « le Commissariat général à l'égalité des territoires » sont remplacés par : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>11° A l'article 10 du décret n° 2012-148 du 30 janvier 2012 relatif au conseil commun de la fonction publique susvisé, le 2° est ainsi rédigé :</p> <p>« 2° Pour la formation compétente sur l'égalité, la mobilité et les parcours professionnels :</p> <p>« a) Le Défenseur des droits ou son représentant ;</p> <p>« b) Le président du Fonds d'insertion des personnes handicapées de la fonction publique ou son représentant ;</p> <p>« c) Le président du Centre national de la fonction publique territoriale ou son représentant ;</p> <p>« d) Un président de centre de gestion de la fonction publique territoriale ou son représentant, nommé par la Fédération nationale des centres de gestion ; »</p> <p>12° Le décret n° 2012-582 du 25 avril 2012 relatif à la commission images de la diversité susvisé, est ainsi modifié :</p> <p>a) A la première phrase de l'article 1, les mots : « l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>b) A la deuxième phrase de l'article 1<sup>er</sup>, les mots : « l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>c) Au I. de l'article 2, les mots : « l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>d) Au II. de l'article 2, les mots : « l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>e) Au III. de l'article 2, les mots : « l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>f) Au V. de l'article 2, les mots : « l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p>		
---	--	--

<p>g) A l'article 4, les mots : « l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>13° A l'article 12 du décret n° 2014-1056 du 16 septembre 2014 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour l'industrie et les services susvisé, les mots : « du commissariat général à l'égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « de l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>14° Le décret n° 2015-77 du 27 janvier 2015 relatif aux instances en charge de la politique de la ville susvisé est ainsi modifié :</p> <p>a) A l'article 4, les mots : « le Commissariat général à l'égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>b) A l'article 8, les mots : « le Commissariat général à l'égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>c) A l'article 9, les 2° et 3° sont remplacés par les dispositions suivantes :</p> <p>« 2° Au titre de l'administration centrale :</p> <p>« a) Le directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative ou son représentant ;</p> <p>« b) Le secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance ;</p> <p>« c) Le directeur général du Commissariat général à la stratégie et à la prospective ou son représentant ;</p> <p>« d) Le délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle ou son représentant ;</p> <p>« e) Le directeur général de la cohésion sociale ou son représentant ;</p> <p>« f) Le chef du service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes ou son représentant ;</p> <p>« g) Le directeur général de l'enseignement scolaire ou son représentant ;</p> <p>« h) Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle ou son représentant ;</p> <p>« i) Le directeur général de la santé ou son représentant ;</p> <p>« j) Le directeur de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité ou son représentant ;</p> <p>« k) De directeur général des collectivités locales ou son représentant.</p> <p>« 3° Au titre des opérateurs publics :</p> <p>« a) Deux représentants de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, dont le directeur de l'Agence ou son représentant.</p>		
---	--	--

<p>« b) Le directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ou son représentant ;  « c) Le directeur général de Pôle emploi ou son représentant ;  « d) Le directeur général de la Caisse nationale d'allocations familiales ou son représentant ;  « e) Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ou son représentant ; »  15° Le 6° de l'article 1er du décret n° 2015-732 du 24 juin 2015 relatif au Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire susvisé, est ainsi rédigé :  « 6° Huit représentants des services de l'Etat et de ses établissements publics, soit :</p> <p>« a) Un représentant de la direction générale des entreprises ;  « b) Un représentant de la direction générale du Trésor ;  « c) Un représentant de la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle ;  « d) Un représentant de la direction générale des finances publiques ;  « e) Un représentant de la direction générale de la cohésion sociale ;  « f) Un représentant de la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative ;  « g) Un représentant de la direction des libertés publiques et des affaires juridiques ;  « h) Un représentant de l'Agence nationale de la cohésion des territoires ;</p> <p>16° A l'article 1er du décret n° 2015-792 du 29 juin 2015 relatif à l'autorité nationale pour les programmes de coopération territoriale européenne et le programme de coopération transfrontalière en matière de politique de voisinage pour la période 2014-2020 susvisé, les mots : « au Commissariat général à l'égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « à l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;  17° Le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en</p>		
---	--	--

<p>œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 susvisé est ainsi modifié :</p> <p>a) Aux premier, troisième et sixième alinéas de l'article 2, les mots : « le commissariat général à l'égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires, sous l'autorité de la ministre en charge de l'aménagement du territoire » ;</p> <p>b) A l'article 3, les mots : « le commissariat général à l'égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>18° Le décret n° 2017-622 du 24 avril 2017 autorisant la création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « système d'information SYNERGIE » pour les fonds européens 2014-2020 susvisé est ainsi modifié :</p> <p>a) Au I de l'article 1er, les mots : « Le Commissariat général à l'égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « L'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>b) Au V de l'article 1er, les mots : « du Commissariat général à l'égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « de l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>c) A l'article 3, les mots : « du Commissariat général à l'égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « de l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>19° L'article 2 du décret n° 2017-693 du 3 mai 2017 créant un conseil scientifique sur les processus de radicalisation est ainsi modifié :</p> <p>a) Au a), les mots : « - Le Commissaire général à l'égalité des territoires » est supprimée ;</p> <p>b) Après le f) est inséré un alinéa ainsi rédigé : « g) Le directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires ou son représentant » ;</p> <p>20° A l'article 11 du décret n° 2017-754 du 3 mai 2017 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de la montagne susvisé, les mots : « le Commissariat général à l'égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>21° A l'article R. 322-17 du code de l'environnement, les mots : « le commissaire général à l'égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « un représentant du ministère en charge de l'aménagement du territoire » ;</p> <p>22° A l'article 9 du décret n° 2018-230 du 30 mars 2018 relatif à l'expérimentation d'emplois francs susvisé, les mots : « le</p>		
--	--	--

<p>Commissariat général à l'égalité des territoires » sont remplacés par les mots : « l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>23° A l'article 2 du décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine susvisé, les mots : « de l'Agence nationale de l'habitat » sont remplacés par les mots : « de l'Agence nationale de la cohésion des territoires » ;</p> <p>24° L'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2012-509 du 18 avril 2012 pris en application de l'article 59-1 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action de l'Etat dans les régions et départements est complété par un alinéa ainsi rédigé : « Agence nationale de la cohésion des territoires ».</p>		
<p style="text-align: center;"><b>Article 12</b></p> <p>Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'action et des comptes publics, le ministre de l'intérieur, et la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.</p>		